



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-61  
Séance du 9 décembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala  
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau

**Absents ayant donné procuration :** M. Oudinot pouvoir à M. Perez, Mme Torrandell pouvoir à Mme Berard, Mme Vilaplana pouvoir à M. Caizergues

**Absents excusés :** M. Deyrat, M. Huber

**Absents :** Mme Balsan

**Secrétaire de séance :** Mme Frédérique Berard

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Date de convocation et affichage**

**Présents :** 17

**Absents :** 3

3 décembre 2021

**Procurations :** 3

**Votants :** 20

**Objet :** Tarification 2022 des prestations des services de la crèche

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse, qui précise que le barème national des participations familiales établi par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) bénéficiant de la Prestation de service unique (Psu).

M. Michel PEREZ présente la proposition de tarification pour les prestations de la crèche municipale pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Il précise cependant que la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (C.N.A.F) ne nous a pas encore informé du montant de la revalorisation du plancher des ressources pour 2022. Conformément à la convention signée entre la commune et la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier et du dispositif C.N.A.F. sur la tarification en multi accueil :

- les couches et l'alimentation sont fournies par l'établissement pour les enfants en accueil régulier et occasionnel,
- il y a lieu de moduler la participation de chaque famille en tenant compte de sa composition et de ses ressources,
- les ressources prises en compte sont celles déclarées à l'administration fiscale pour l'année 2020,
- le mode de calcul reste identique à l'année précédente, (Revenus net imposables annuels du foyer /12) \* taux d'effort selon la composition de la famille (cf. tableau)

Cependant, le taux d'effort évolue ainsi que le montant du plafond de ressources mensuelles :

Exemple :

- ancien calcul : Revenus annuels (42000 euros/12) \* 0.0615 % si 1 enfant à charge = 2.15 € l'heure
- nouveau calcul : Revenus annuels (42000 euros/12) \* **0.0619** % si 1 enfant à charge = 2.17 € l'heure
- les ressources mensuelles prises en compte varieront selon les ressources plancher qui seront communiquées par la CNAF courant 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Le plafond de ressources mensuelles passe de 5800.00 euros en 2021 à 6000.00 euros en 2022.

- La tarification est calculée à partir du serveur internet AFAS (pour la CAF) ou serveur MSA.
- Il s'applique un taux d'effort horaire et linéaire suivant la composition familiale.

Composition de la famille	Taux par heure
1 enfant à charge	0.0619 %
2 enfants à charge	0.0516 %
3 enfants à charge	0.0413 %
4 enfants à charge et plus	0.0310 %
8 enfants à charge et plus	0.0206 %

- Si la famille ne souhaite pas communiquer ses ressources, il sera appliqué le taux plafond.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- accepte la tarification présentée,
- décide de l'appliquer à compter du 1er janvier 2022,
- donne pouvoir à M. le maire de signer toutes pièces nécessaires à son application.

Lavérune le 9 décembre 2021

Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.1.3